

À propos du problème de l'occupation complète

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **36 (1944)**

Heft 5-6

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384387>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

« Lorsqu'on désire s'entretenir de ces questions avec nos concitoyens, ils prennent la plupart du temps une attitude qui, tout en étant amicale, n'en est pas moins négative. Quoique l'existence de chacun de nous dépende essentiellement des questions monétaires, ceux de nos concitoyens qui portent un grand intérêt à ces problèmes vitaux sont en très petit nombre. Beaucoup d'entre eux prétendent modestement qu'ils ne comprennent rien à ces choses et qu'elles doivent être laissées aux spécialistes ainsi qu'aux banquiers. D'autres estiment que l'argent obéit à des lois naturelles et qu'on ne peut rien y changer. Or, ils oublient, en raisonnant ainsi, que l'argent n'est pas un produit naturel, mais bien une institution sociale créée par l'homme » (p. 14).

Pour conclure, il importe d'exprimer le vœu que le beau livre de Jean Mussard « Le Travail et l'Argent » contribuera, de même que la Guilde du Livre Gutenberg, à éveiller l'intérêt de beaucoup de citoyens pour tout ce qui touche à l'argent, cette « institution sociale » d'une si grande importance!

A propos du problème de l'occupation complète.

L'occupation complète est-elle réalisable en régime capitaliste ou dans tout autre système? Seule l'expérience peut répondre à cette question. Nous pourrions même dire que la société capitaliste en a fait l'essai et l'a presque réussi: par la guerre. Mais les hommes ne veulent pas, à la longue, d'une occupation complète réalisée en créant des moyens de destruction.

L'or et la monnaie, qui pourraient assurer l'occupation complète, semblent ne plus jouer aucun rôle pendant la guerre. Mais, dès que le conflit aura pris fin et que l'occupation complète, au lieu de contribuer à la destruction, devra servir des fins sociales, les gouvernements et les économistes se montreront très prudents. Cet or et cette monnaie, qui avaient « perdu toute importance » pour la conduite de la guerre, retrouveront immédiatement leur place privilégiée, recouvreront tout leur attrait pour ceux qui n'ont pas tout perdu pendant le conflit ou qui ont même accru leur pécune.

Mais ces remarques acides ne doivent pas nous empêcher d'examiner les possibilités de réaliser un degré d'occupation complète dans les limites du système économique actuel, de la société dans laquelle nous sommes probablement appelés à vivre quelque temps encore.

C'est ce thème qu'aborde sans parti pris le professeur Mar-

bach dans l'étude qu'il vient de consacrer au problème de l'occupation complète. Il nous semble opportun de parler ici de cette brochure en corrélation avec les articles qui vont suivre.

En simplifiant les choses, cette brochure s'inspire avant tout du fait que la lutte contre les crises, la création de possibilités de travail et le problème de l'emploi peuvent et doivent être considérés d'un point de vue absolument nouveau. Autrefois, le problème central, c'était la *production*. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agissait de combattre une dépression économique et le chômage, théoriciens et industriels voyaient avant tout le remède dans l'augmentation des investissements, dans la création de nouveaux moyens de production, c'est-à-dire de machines, d'installations, etc. Aujourd'hui, les progrès techniques permettant de produire en quantités quasi illimitées, on met en premier lieu l'accent sur la distribution, sur les moyens propres à stimuler la consommation. Mais la distribution ne peut fonctionner sans pouvoir d'achat, sans argent. En conséquence, devant l'importance du problème, nombre d'économistes — dont M. Marbach — ne craignent pas, en faisant fi de bien des traditions, de recommander la création d'un « pouvoir d'achat subsidiaire » pour intensifier la consommation.

Le problème est presque aussi facile à résoudre qu'à poser pour les pays qui disposent de toutes ou de presque toutes les matières premières. La chose est plus difficile pour les pays qui, comme la Suisse, dépendent fortement de l'étranger. Dans ces Etats une grande partie du pouvoir d'achat subsidiaire qui devra être mis en circulation pour ranimer l'activité économique sera absorbée tout d'abord par l'importation de biens ou de matières premières (transformées par l'industrie indigène), c'est-à-dire par des biens qui ne pourront être obtenus qu'en échange d'exportations.

La Suisse figurant parmi ces pays, le professeur Marbach ne néglige aucune occasion de relever que le problème ne peut être résolu que sur le plan *international*. Il se rallie donc à la conception adoptée depuis plus de dix ans par Voitinsky en matière de création de possibilités de travail, à savoir qu'« une solution internationale est la seule qui puisse être envisagée, tant en théorie qu'en pratique, pour résoudre le problème ».

Reste à savoir si l'on peut envisager une telle solution avec optimisme. L'évolution de la politique économique internationale, où l'on n'enregistre pour ainsi dire aucune initiative hardie a encore dissipé quelques-unes des illusions que nous pouvions avoir il y a dix ans. Pour atteindre le degré de collaboration internationale qui est nécessaire, il faut encore que la guerre accumule de nouveaux bouleversements, qu'elle modifie profondément les conceptions des hommes d'Etat et des gouvernements. M. le professeur Marbach, lui, semble être moins pessimiste, notamment en ce qui concerne la « marge normale et irréductible de chômage ». Mais les hommes de science s'appliquant généralement à briser l'élan

des audacieux, nous ne pouvons que féliciter M. Marbach de son dynamisme. Puisse-t-il avoir raison!

Il est évident que la thèse de M. Marbach devait soulever de l'opposition et appeler des doutes — les nôtres notamment — quant aux possibilités de mettre cette théorie en pratique sur le plan international. Il va sans dire que les traditionalistes de l'investissement et du démarrage par la production se devaient d'intervenir, ne fût-ce que pour rappeler que cette théorie conserve une grande partie de sa raison d'être, non seulement dans les limites du capitalisme normal, mais encore dans celles du capitalisme modifié d'aujourd'hui.

Nous reproduisons ici deux des critiques que l'étude de M. le professeur Marbach a appelées. Le Dr Herbert Bachmann combat le professeur bernois sur le terrain que celui-ci a lui-même choisi. Quant à la critique de la *Planwirtschaftliche Korrespondenz*, elle va plus loin; elle s'applique à démontrer que le problème de l'occupation totale ne peut pas être résolu dans le régime économique actuel de la concurrence. Il ne peut l'être que dans le cadre d'une économie socialiste visant à la satisfaction des besoins.

Tant que l'économie capitaliste fondée sur la concurrence sera maintenue, conclut la *Planwirtschaftliche Korrespondenz*, les entrepreneurs n'auront d'autre ressource que de choisir des méthodes dont l'occupation complète et, partant, les travailleurs feront les frais: « Sous peine d'être éliminé, chaque industriel doit moderniser son entreprise, faute de quoi son capital sera dévalorisé par le progrès technique... » « En revanche, un perfectionnement incessant de l'appareil de production a nécessairement pour corollaire un recul constant du pouvoir d'achat par rapport à la capacité de production. »

Mais dans une économie visant à la satisfaction des besoins, l'entreprise ne court-elle donc plus aucun risque d'être éliminée? En Russie, la concurrence entre les entreprises d'Etat, voire même entre les ouvriers (stackhanovisme) n'est-elle pas très forte, n'exige-t-elle pas de gros sacrifices? On répondra peut-être qu'il ne s'agit là que d'un phénomène passager, indispensable pendant la phase d'industrialisation à outrance.

Quoi qu'il en soit, la concurrence continuera de jouer sur le plan international tant que des économies capitalistes resteront en compétition entre elles ou avec des économies socialistes. Mais, bien que M. le professeur Marbach et la rédaction de la *Planwirtschaftliche Korrespondenz* préconisent des méthodes différentes, on peut appliquer à la rigueur à l'économie visant à la satisfaction des besoins les remarques que le régime économique actuel inspire à Marbach: « Il faut s'efforcer de s'entendre en dépit des divergences de vues. » Seul un système économique visant à la satisfaction des besoins, mais étendu au monde entier, peut permettre — peut-être — grâce aux efforts conjoints et cohérents de tous, une activité économique sans concurrence et sans chômage. Quoi

qu'il en soit, nous sommes encore si éloignés de cet état de choses idéal que nous avons, dès maintenant, le devoir de ne négliger aucune des possibilités qui s'offrent. S'y refuser, c'est opter délibérément pour le chaos.

M. le professeur Marbach nous a promis une réponse aux deux articles qui suivent. Avec raison, il a préalablement tenu à préciser que si la collaboration internationale qu'il préconise ne s'établit pas, l'échec des diverses solutions économiques envisagées est certain.

Si l'on considère le problème d'un point de vue légèrement différent et si, au lieu de songer avant tout à la théorie de l'occupation complète, on envisage la création de possibilités de travail sur le plan international, le Dr Bachmann lui-même devra probablement reconnaître que l'on est autorisé à constater que des possibilités s'ouvrent dans ce domaine et que l'on peut souscrire pleinement à la déclaration faite à Londres en 1942 par la Commission des crises du B. I. T.: « Si l'on considère le problème uniquement du point de vue de l'atténuation des crises économiques, la politique internationale des grands travaux se présente comme un problème international de financement. Il doit être résolu si l'on veut obtenir, après la guerre, des résultats efficaces dans ce domaine. »

Bien que cette constatation apparaisse encore très théorique, elle n'en est pas moins exacte. Comme le dit très justement M. le professeur Marbach dans la lettre qu'il nous adresse, « l'affirmation d'une théorie scientifique ne doit être influencée en rien par les chances qu'elle a ou n'a pas d'être réalisée ». C'est aux organismes existants ou à créer qu'il appartient de transposer autant que les circonstances le permettent cette théorie dans la réalité. R.

Vers l'occupation complète.

Par *Herbert Bachmann*.

« La guerre a développé de manière si considérable les possibilités de production que nous enregistrerons tôt ou tard un décalage entre l'offre de marchandises et la demande des consommateurs si nous ne prenons pas en temps voulu les mesures propres à y parer. » Cette constatation, sans aucun doute exacte, figure dans l'avant-propos de l'étude que le professeur Marbach a publiée en 1943 sous ce titre: « L'occupation complète. L'autre solution. » Il s'agit en grande partie d'une critique de la politique tendant à réaliser cette nécessité économique et sociale par la « création de possibilités de travail ». Marbach oppose à cette méthode celle du « financement subsidiaire de la consommation ». Sa critique est